

La République, trois républiques

Introduction :

Le 4 septembre 1870, le Second Empire disparaît, dans la défaite contre l'Empire allemand, pour laisser la place à la III^{ème} République.

= 3eme tentative d'instaurer ce régime en France et rares sont ceux qui pensent qu'elle a un avenir durable. Pourtant, les républicains (très minoritaires) parviennent à cultiver, à faire adopter leur idéal politique par la majorité des français malgré les adversaires, les menaces autoritaires.

Donc, à partir de 1870, à l'exception de la période autoritaire de Vichy, la république est le régime politique de la France. Cette forme, ce cadre général dans lequel notre pays est gouverné permet de faire triompher :

- De nouvelles institutions, plus démocratiques = comment fonctionne-t-elle ?
- De nouvelles valeurs toujours vivantes aujourd'hui (laïcité, liberté, égalité...) et héritées de la philosophie des Lumières, de la révolution ou encore de la Seconde République de 1848.
- Une culture, un imaginaire autour des comportements, des symboles, ...

Or, fait, remarquable : trois républiques depuis 1870 ! Elle n'est donc pas un modèle statique. Pourquoi ?

= un objet de débats, de compromis entre les forces politiques et sociales.

= confrontée aux aléas des conflits extérieurs (guerres mondiales et décolonisation). Ces aléas conduisent la république à trois moments importants de sa refondation.

Problématique : Comment le projet républicain va-t-il se transformer entre 1870 et aujourd'hui ?

1 - L'enracinement de la culture républicaine dans les décennies 1880 et 1890

Problématique : Comment la République s'est-elle imposée aux Français ...Ou... Comment les Français ont-ils adhéré à la République ?

1.1. La fondation de la III^{ème} République : les lois constitutionnelles de 1875.

👉 Graphiques de l'ancien manuel sur les résultats aux élections législatives (diaporama),

👉 **Doc. 1, 2 page 314:** Doc sur les institutions

- Des conditions de naissance particulières :

Puisque mise en place par une assemblée en majorité monarchiste. La France hésite, dans l'attente du retour d'une Monarchie.

Les Républicains font peur : souvenir de la Terreur pendant la I^{ère} Rep., mesures de la II^{ème} et Commune de Paris en septembre 1871.

Profitant des divisions des monarchistes, les républicains gagnent du terrain dans les élections législatives et réussissent à imposer le régime républicain (malgré l'opposition du Pdt Mac Mahon en 1877 qui n'accepte pas la progression des Républicains à la Chambre). Il démissionne, est remplacé par Jules Grévy en 1879.

- Les lois constitutionnelles de 1875 jettent les bases de la vie politique du nouveau régime.

= Un régime parlementaire : qui équilibre les pouvoirs exécutif (qui peut dissoudre l'Assemblée) et le législatif (qui peut renverser le gvt)

L'assemblée nationale et le Sénat votent les lois, investissent et contrôlent le gouvernement (conseil des ministres), élisent le Président de la République.

- Promouvoir les valeurs et principes de l'idéal républicain

Les Républicains affirment les valeurs et principes de la Philosophie des Lumières, ils sont guidés par la raison et le positivisme.

Le régime imprègne en profondeur la vie des français en accordant des libertés démocratiques fondamentales :

- liberté de réunion et d'expression
- d'association (loi de 1901) qui permet la création des partis politiques et donc la pluralité des opinions,
- liberté de la presse en 1881,
- droit syndical en 1884.

1.2. Une culture républicaine permet l'enracinement de la République

👉 Document 1 page 310 + document 1 page 312: La célébration de la République démocratique et patriotique + le triomphe de la République et ses valeurs

👉 Document 3 page 315 : Le suffrage universel

👉 Dossier page 320 et 321 : L'école de la III^e République - photo de classe sur diaporama (hussard noir de la République)

Comment la culture républicaine s'est-elle imposée aux Français ?

Un ensemble de valeurs et de références communes, de représentations légitiment l'action politique des républicains. Cette culture politique se diffuse par plusieurs canaux :

- Voter

Les valeurs démocratiques s'imposent : chambre des députés élue au SUD masculin

= la seule institution élue au SUD ce qui lui confère un rôle essentiel dans la vie politique (députés participent à l'élection des sénateurs !).

Les citoyens élisent également directement les Conseillers généraux, d'arrondissement et municipaux (les maires sont élus à partir de 1884 et non plus nommés par les préfets) et indirectement par ce biais les membres du Sénat avec les députés.

Instauration de l'urne. Ici, lieu solennel, mélange des catégories sociales. Mise en évidence des symboles républicains.

- Des symboles Républicains

Pour célébrer la république, on crée une liturgie, des rituels, des lieux...

.le drapeau bleu-blanc-rouge (en rappeler l'histoire),

.Marianne, allégorie de la République, de l'égalité, de la prospérité, coiffée du bonnet phrygien

.Statues (voir photos pages 322, 323), monuments en l'honneur de la république,

. Fête nationale : défilés militaires (14 juillet, fête nationale à partir de 1880),

. La Marseillaise adoptée définitivement en 1879 comme hymne national.

- . Des héros enterrés et honorés au Panthéon : Hugo, Gambetta, Voltaire, Rousseau
- . Les mairies dans chaque commune, le monument aux morts
- . Le rituel des élections

Car valeurs patriotiques, démocratiques : liberté, égalité + fraternité,

= héritage de la révolution française (bonnet phrygien), des Lumières (effigies de Voltaire et de Rousseau).

- **L'école est un véritable vecteur de la culture républicaine**

Avec le service militaire, l'école permet de diffuser l'idéologie républicaine.

L'école : service public pour enraciner la République

Grâce aux lois de 1881, 1882 et 1886 : Jules Ferry (**fiche biographique page 325**),

= enseignement primaire public devient gratuit, obligatoire et laïque jusqu'à 12 ans

→ l'école devient donc le lieu privilégié de la culture républicaine :

- les manuels d'histoire, de géographie, d'instruction civique permettent de transmettre les droits et les devoirs (civiques, patriotiques = bataillons scolaires ...) des futurs citoyens.
- Elle transmet donc le progrès social et est un facteur d'unité de la nation.
- L'enseignement (y compris scientifique et technique) = une société qui doit être guidée par la raison, le positivisme = la science est le moteur du progrès en opposition aux valeurs religieuses, au cléricisme (survivance du passé).
- Le certificat d'étude primaire = processus d'ascension sociale possible = méritocratie républicaine.

Pour remplacer les religieux, l'Etat crée des écoles normales dans chaque département (loi Goblet de 1886). Cependant, la liberté de l'enseignement est maintenue et les écoles confessionnelles demeurent.

Limites

- Enseignement secondaire : réservé à une élite bourgeoise (et payant !)
- filles, bien qu'admises dans des collèges et des lycées publics à partir de 1880, ne pourront passer le baccalauréat qu'à partir de 1908.
- En 1913 = seulement 7 733 bacheliers !

Conclusion : Une culture républicaine s'installe progressivement.

Elle passe par le vote, des symboles et l'école.

III. La République traverse les crises

III.1. Sous la III^{ème} République

- **La crise boulangiste (1886-1889)**

👉 Document 4 page 315 : **La crise boulangiste**

1. *En quoi cette crise ébranle-t-elle la République ?*

(sur diaporama, montrer une caricature parue dans le Pilori en 1889 sur le boulangisme)

Le général Boulanger se rend populaire en dénonçant le régime parlementaire dans un contexte de crise économique et sociale.

→ nourrit ainsi l'antiparlementarisme, le discrédit des hommes politiques accusés de corruption, d'inefficacité.

Se rend également populaire par son patriotisme intransigeant à l'égard de l'Allemagne qui a annexé l'Alsace-Lorraine = le général « *Revanche* »

Il rallie donc tous les mécontents, y compris les ouvriers oubliés de la crise.

Elu triomphalement, il refuse de prendre le pouvoir par la force et s'enfuit = le boulangisme montre les résistances à la république (antiparlementarisme mais aussi l'adhésion des français et des forces politiques à ce régime (sursaut républicain).

Réfugié en Belgique, se suicide en 1891



- **Les attentats anarchistes** : 👉 document 1 page 318.- **L'assassinat de Sadi Carnot**

Contexte social lourd avec la crise et une république répressive à l'égard des manifestations ouvrières
+ 1892 : scandale de Panama : des députés pour la plupart de gauche ont touché des pots de vin de la Cie Panama pour lui permettre de lancer des emprunts publics. Sentiment d'une complicité entre classe politique et monde des affaires.

→ Donc antiparlementarisme

⇒ Série d'attentats anarchistes : les anarchistes prêchent l'action violente contre les représentants de l'Etat bourgeois :

⇒ attaque de l'Assemblée nationale à la bombe en 1893. Auguste Vaillant exécuté en 1894 car grâce refusée par Carnot

⇒ Assassinat de Carnot par Caserio.

= menaces donc pour la République.

- **Une crise qui divise les français : l'affaire Dreyfus (1894-1906)**

👉 Dossier page 316, 317 : **l'affaire Dreyfus**

Consigne : *En quoi l'Affaire Dreyfus constitue-t-elle une crise politique majeure ?*

. En 1894 = Dreyfus est un officier juif de l'armée française,

. Il est accusé d'espionnage au profit de l'Allemagne et condamné par un Conseil de guerre le 5 janvier 1895 à la dégradation et à la déportation sur l'île du Diable en Guyane. (L'Allemagne a annexé l'Alsace et la Lorraine depuis 1870 et la république cultive un esprit de revanche),

. 1896 : Le colonel Picquart découvre le vrai coupable mais l'armée refuse de reconnaître l'innocence de Dreyfus et de condamner le vrai coupable (Estherhazy).

⇒ Définir **« crise politique »** : moment où les valeurs ne font plus consensus.

- . Mobilisation des intellectuels (de Zola dans l'article « j'accuse »), des artistes (comme Renoir), des politiques, de l'église, des citoyens = division de la société !!
- . Clivage → grave crise sociale, politique, morale
- entre dreyfusards qui rassemblent les républicains, les socialistes = valeurs démocratiques, républicaines, respect des droits de l'homme, de la justice au nom de la raison d'Etat.
- et antidreyfusards qui rassemblent les antisémites, les antiparlementaires, les nationalistes (**définition page 318 à retenir** : idéologie qui exalte la supériorité nationale contre les ennemis extérieurs comme l'Allemagne et intérieurs comme les juifs ou encore les laïcs !) = droite nationaliste et cléricale.
- . Dreyfus : rejugé en 1899 à Rennes et à nouveau condamné mais le Président de la République grâcie Dreyfus qui est réintégré dans l'armée. Il reçoit la légion d'honneur.

Donc, en quoi est-ce une crise politique majeure ?

- Remise en cause des valeurs de la République
- Mensonge d'Etat et des grandes institutions
- Des formes de contestation nouvelles (presse) et des groupes d'opinion à la limite de la guerre.

Les républicains ont gagné et vont accentuer la pression sur l'église (En 1905, loi de séparation de l'église et de l'Etat, Loi E. Combes) mais cette affaire a également permis aux nationalistes de s'organiser et de s'implanter durablement dans la vie politique.

Conclusion : Les crises ébranlent la République, qui est suffisamment enracinée pour tenir. Naissance d'une tradition républicaine française.

Les crises la renforcent et mettent en échec toute tentative pour l'abolir.

III.2. Les combats de la Résistance et la refondation républicaine

Rappeler le contexte :

👉 **Cartes page 326 : la défaite de la France et La France occupée**

+ **partie A du cours page 330** : compléter le cours ci-dessous (date, définition, explications...)

Comment la défaite de 1940 entraîne-t-elle la République avec elle ?

- **La défaite : mai juin 1940**

1939 : stratégie défensive sur la ligne Maginot : être en guerre sans combattre, c'est la « drôle de guerre ».

A partir du 10 mai 1940 : offensive allemande dans le massif des Ardennes balaie l'armée française

→ l'Exode jette de milliers de civils. Le gvt se réfugie à Bordeaux, divisé sur l'attitude à tenir : continuer ou céder ?

→ Pétain, tout juste Pdt du Conseil après la démission de Paul Reynaud, demande l'armistice le 17 juin

= « L'étrange défaite » (expression de l'historien Marc Bloch fusillé en juin 1944) anéantit le pays.

- **Les conditions de l'armistice sont très dures**

Le territoire amputé (Alsace-Lorraine), occupé et divisé par une ligne de démarcation que l'on ne peut franchir sans laissez-passer (Ausweis) :

- Au Nord zone occupée sous administration allemande et
- au Sud, « zone libre » avec pour capitale Vichy, théoriquement indépendante.
- Le Nord Pas-de-Calais est rattaché au gvt militaire de Bruxelles

1,6 M. de soldats prisonniers et transportés en Allemagne.

Des frais d'occupation exorbitants de 400 M. de francs par jour (ce qui équivaut à l'entretien de 10 M. de soldats).

- **La mort de la III^e République**

10 juillet 1940 : le Maréchal Pétain obtient les pleins pouvoirs. Le PC est interdit donc ses députés sont absents. Sur 907 députés : seulement 670 présents et 80 ont voté contre !!!

⇒ Mise en place d'un régime autoritaire

👉 **Doc. 5 page 329 : la collaboration** 24 octobre 1940 : entrevue de Montoire : Pétain est que l'Allemagne va gagner la guerre. Il accepte la collaboration et espère en retour, adoucir le sort des français : retour des prisonniers, assouplissement de la ligne de démarcation.

⇒ En fait, un régime à la botte de l'Allemagne.

Problématique : Dans une France vaincue, divisée, soumise à un régime autoritaire, comment les Français ont-ils voulu refonder la République ?

a. L'Etat français ou régime de Vichy (1940-1944)

👉 **Doc. 3, 4 et 6 page 328 + carte page 326 : l'idéologie du régime de Vichy**

1. *Montrez que l'idéologie de Vichy crée un régime autoritaire, avec quels aspects ?*

- **C'est un régime autoritaire**, qui remet en cause les valeurs républicaines, parlementaires (de la III^e République). Il est donc opposé à la démocratie républicaine et laïque, aux communistes, francs-maçons

= C'est l'anti-France !

- **C'est un régime réactionnaire** = repose sur les valeurs traditionnelles (famille, patrie, travail), qui prêche le retour à la terre, à la tradition artisanale (méfiance à l'égard du monde ouvrier), aux valeurs morales et religieuses (contre le divorce, l'avortement = fête des mères...). C'est un régime dirigiste et corporatiste : il faut brider le monde ouvrier. Les grèves sont interdites.

→ La légion des combattants fondée en 1940 apprend aux jeunes les valeurs de la nouvelle France (discipline, ordre, courage).

- **C'est un régime répressif** doté d'une milice (Darnand) chargée de faire la chasse aux juifs, aux résistants et qui se rend complice des nazis dans l'application de la solution finale (crimes contre l'humanité). ils prônent la violence, utilisent la délation et la torture...

- **C'est un régime antisémite** (antisémitisme d'Etat) :

Dès 1940, statut des juifs : Proclamé dès octobre 1940 : interdiction des emplois dans la haute administration, l'armée, l'enseignement, la magistrature, la presse, l'édition, la radio, le théâtre, le cinéma...

Puis en 1941 création d'un commissariat aux questions juives avec recensement des juifs, port de l'étoile jaune

= « *aryanisation* » de la société, mise en œuvre par un Commissariat aux questions juives. Port de l'étoile jaune.

+ rafles des juifs avec la collaboration de la police française : celle de 13 000 juifs en juillet 1942, parqués au Vel d'Hiv avant d'être déportés vers les camps de la mort (revoir **carte page 236**).

Puis, on livre les Juifs étrangers de la zone sud.

→ Au total 75 721 juifs livrés (sur 330 000) dont seulement 2 500 échapperont à la mort

Donc : **un régime violemment anti-parlementaire, anti-républicain.**

Au début, les Français sont plutôt pétainistes.

Mais peu à peu, face aux événements, aux privations, aux violences, à la terreur, ils se résignent ou entament le combat contre ce régime.

b. Face à la collaboration, une France qui résiste : la libération puis l'épuration

- Rappel sur l'appel à la résistance du Général De Gaulle : la résistance s'organise à l'extérieur avec la création des FFL (Forces Françaises Libres) à Londres = quelques volontaires ralliés à De Gaulle (7000 hommes en juillet 1940 !)
- Dès 1940, des actes isolés de résistance en zone occupée (filières d'évasion, tracts, journaux) mais la majorité des français sont attentistes.

- La résistance intérieure

👉 Dossier pages 332-333

1. Qui sont les résistants ?

Les français qui refusent la politique de collaboration de Pétain, la fin de la démocratie et de la République, l'occupation allemande = une minorité de français en 1940,

Les résistants = l'ensemble de la société = les femmes, les hommes de tous les milieux sociaux et professionnels, de toute appartenance politique (la gauche y est mieux représentée avec les communistes à partir de 1941), l'église, des jeunes, des résistants étrangers communistes...

2. Quelles formes prennent les actions de résistance ?

Résistance armée = les maquis = groupes armés profitant d'un terrain difficile d'accès = mènent une guérilla (harcèlement) contre les occupants (Vercors, bocage breton...) + réseaux, mouvements de résistance armés (FTP, définition page 332) = renseignement, sabotage, exécutions, presse clandestine, participation aux combats de la libération..

Résistance civile : document 4 = certains membres de l'église appellent à protéger les juifs et s'opposent ainsi à l'idéologie antisémite du régime (« ils font partie du genre humain ») + actions de diffusion des journaux clandestins + document 2 : dissimuler les récoltes, ravitailler les mouvements de résistance...

3. Document 3 : Comment expliquer la mobilisation ici des jeunes ?

Les jeunes rejoignent la résistance pour échapper au STO, mis en place en février 1943 (contribue à l'impopularité du régime de Vichy),

4. Document 5 + carte 3 page 327 : Quels risques sont encourus par les résistants ?

La milice, créée en 1943, traque les résistants avec l'occupant = délations, arrestations, tortures, déportations, exécutions = répression féroce (document 5),

+ Rappel sur la loi des otages de 1941.

5. Document 5 page 335 : Comment organiser l'action générale de la Résistance en 1943 ?

Document 1 : les différents mouvements de résistance s'unissent en zone sud avec la création des « mouvements unis de la résistance » = annonce l'unification de l'ensemble des mouvements de résistance grâce à Jean Moulin, envoyé par De Gaulle dès 1942. IL crée en 1943 une structure politique : le CNR qui reconnaît l'autorité de De Gaulle.

Sur le terrain de la résistance intérieure, l'unification des mouvements de résistance se poursuit d'abord sans les communistes (Armée Secrète) puis avec les FTP = Les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) en 1944 = permet à De Gaulle de peser face aux alliés avec le GPRF et les FFL

- La France libre :

👉 dossier page 334, 335 : La France Libre

Consigne : comment la libération de la France s'organise-t-elle sur le plan institutionnel et pour le territoire ?

Définition des FFL : Forces Françaises Libres créées à Londres en 1940,
Sont passées de 7000 hommes en 1940 à 60 000 hommes en 1943 !

1. document 3 page 335 : qu'appelle t-on le CFLN, le GPRF ?

Après le débarquement des alliés en Afrique du Nord, Le CFLN est créé le 3 juin 1943 à Alger par De Gaulle = institution politique reconnue par les alliés. De Gaulle veut éviter que les alliés ne placent la France libérée sous tutelle d'un gouvernement d'occupation (AMGOT) : il transforme donc le CFLN en GPRF (juin 1944) dont il assure la présidence et qu'il installe à Paris dès le 26 août 1944. Il veut donc préserver la souveraineté française !

2. carte 3 page 327 : *Qui prend part à la libération ? Quels en sont les principales étapes ?*

Les FFL, les FFI, les alliés libèrent le territoire,

- débarquement en Normandie puis en Provence en août (alliés + FFL),
- août 44 : libération de Paris avec l'insurrection des FFI puis entrée des FFL du général Leclerc,
- La résistance intérieure libère tout le sud-ouest, plateau des Glières, du Vercors = représailles (Oradour, Tulle..),
- libération du reste du territoire avec les alliés.

- De la libération à l'épuration

👉 dossier page 338, 339 – Libération et épuration

- Dès l'été 1944 = épuration spontanée notamment de la part des résistants de la dernière heure = règlements de compte, anarchie = 10 000 victimes (photo 4 = femmes tondues),
- De Gaulle veut vite rétablir l'ordre républicain : le GPRF organise une épuration légale (définition page 338) = jugement de 125 000 collaborateurs = 38 000 condamnations dont 7 000 condamnations à mort notamment celle de Pétain, de Laval (793 exécutions) + peines d'indignité nationale et sanctions contre les fonctionnaires et employés des entreprises publiques.
- De Gaulle nomme des commissaires de la République qui remplacent les responsables de Vichy dans les régions et évincent les responsables de la résistance (avec la dissolution des Milices patriotiques dominées par les communistes),

Conclusion : = Marc Ferro : « un passé qui ne passe pas ». Enjeu mémoriel républicain.

Faire un travail d'histoire.

III. La IVème République (1946-1958).

A la tête du GPRF, De Gaulle restaure l'ordre républicain :

- Il fait annuler les lois de Vichy → rétablit ainsi les libertés fondamentales,
- reprend en main l'administration et organise des élections municipales en avril 1945 où les femmes peuvent voter pour la première fois.

Oct. 1945, les français, qui ont rejeté la IIIème République, élisent également une assemblée constituante.

Il faut entreprendre une reconstruction politique du pays...

Problématique : Comment la République renaît-elle après 1945 ?

III.1. Un régime d'assemblée qui démocratise la vie politique

Après le rejet d'un premier projet de constitution, les Français approuvent par référendum en octobre 1946 la constitution de la IV^{ème} République :

Document 5 page 341 – Les institutions de la IV^o Rep

Document 4 page 341 – De Gaulle critique les projets institutionnels

Consigne : Expliquez les débats autour de la refondation républicaine en 1946. En quoi la IV^{ème} république modernise-t-elle profondément la vie politique, économique et sociale ?

Fonctionnement de la Constitution :

- **L'assemblée nationale** = un pouvoir législatif fort
= essentiel des pouvoirs = investiture du Président du Conseil, issu d'une majorité parlementaire, contrôle du gouvernement et possibilité de le renverser
+ élection du Président de la République aux pouvoirs limités avec le conseil de la République.
- **Le gouvernement** est responsable devant l'Assemblée Nationale = motion de censure.
- **Scrutin à la proportionnelle** : représentation de tous les partis à l'Assemblée Nationale
→ multiplication des petits partis (voir diapo sur l'évolution des forces politiques)
→ nécessité de constituer des coalitions avec le centre qui crée une instabilité gouvernementale car nombreux sujets de désaccords entre les partis (éducation, décolonisation, CED) ou retournements d'alliances
- **De Gaulle quitte le GPRF** montrant ainsi son désaccord avec ce projet constitutionnel : il est partisan d'un pouvoir exécutif fort, indépendant du pouvoir législatif
Dans la IV^o, l'exécutif procède du législatif : donc pas d'équilibre des pouvoirs et régime d'assemblée, toute puissante
+ hostilité à un régime des partis faisant la loi à l'Assemblée Nationale (discours de Bayeux, 1946),

III.2. L'Etat providence et l'entrée dans les Trente Glorieuses.

- **Reconstruction et modernisation de la France**

Document 3 page 343 – Nationalisation des usines Renault

Document 2 page 340 – la création de la sécurité sociale

- **L'intervention de l'Etat dans l'économie** (théories keynésiennes)
= aspirations aux changements sociaux et économiques dans une France ruinée, détruite :
 - le GPRF nationalise des entreprises comme Renault pour collaboration
 - planification, nationalisations dans les secteurs clés de l'énergie (électricité, gaz), du transport (RATP, Air France), des banques, assurances,
 = Plutôt une France dynamique sur le plan économique. Entrée dans les « Trente Glorieuses ».
- **L'Etat providence** : assurer la sécurité des Français en cas d'accidents de la vie et solidarité nationale. En application du programme du CNR adopté à l'unanimité en 1944 (voir doc.1)

- Création de la sécurité sociale (Article 6 du préambule de la constitution de 1946 – **document 3 page 341**) : cotisations employeurs, salariés sur les risques de maladie, d'invalidité, de vieillesse, de décès, d'accidents du travail)

- Politique extérieure :

- la construction européenne (1951, 1957) : déclaration Schuman du 9 mai 1950, CECA en 1951, traités de Rome en 1957
- la décolonisation (1954 avec Pierre Mendès France pour l'Indochine, 1956 pour le Maroc, la Tunisie) mais crise politique avec l'Algérie (retour sur le cours de la partie précédente concernant la décolonisation).

- **Mais l'instabilité politique**

⇒ **Grande instabilité** : 23 gouvernements en 12 ans

facteur de la montée de l'antiparlementarisme, du populisme réactionnaire = le poujadisme (né en 1953, défend les petits commerçants et artisans, contre la montée des grandes surfaces).

La IV^e République est impopulaire. Trop d'instabilité face aux grands débats du temps : Guerre froide, décolonisation, ... La Guerre d'Algérie = « *fossoyeur* » de la IV^{ème} République.

🔗 Voir dossier pages 344 et 345 : **Mai 1958, d'une République à l'autre**

Utiliser particulièrement les documents 2 et 3 + chronologie

Consigne : Peut-on dire que les événements de mai 1958 provoquent l'effondrement de la République ?

⇒ **Crise du 13 mai 1958** : manifestations des partisans de l'Algérie française à Alger = constitution d'un comité de salut public avec la complicité de l'armée. Le président du comité, le général Massu, lance un appel à De Gaulle qui se dit prêt à revenir au pouvoir dans la légalité dès le 14 : Voir **document 2 page 348 – L'arrivée du Gal De Gaulle, un coup d'état ?**

La pression des militaires s'accroît (des parachutistes ont débarqué en Corse)

= menace d'un coup d'Etat, d'une « guerre civile »

⇒ De Gaulle veut rassurer : « Croit-on, qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ? »

→ le président René Coty appelle le général De Gaulle au pouvoir le 29 mai

Document 4 page 345 : De Gaulle annonce une nouvelle République

Dernier président du Conseil de la IV^{ème}, DG obtient les pleins pouvoirs le 2 juin et le droit de rédiger une nouvelle constitution.

Conclusion pour cette partie :

Réaffirmation très claire des valeurs républicaine au lendemain de la WWII. Cependant, désaccord sur les conceptions de la République entre exécutif fort et régime d'assemblée.

Un choix démocratique mais échec car ne fait pas de majorités stables. Donc, réforme constitutionnelle et nouvelle République.

IV. 1958-1962, une nouvelle république.

Problématique : La République gaullienne

IV.1. Des institutions qui renforcent l'exécutif

Dossier pages 346, 347 – Doc. 1 et 2 – les institutions de la V^e République

Consigne : En quoi la V^e République crée-t-elle un régime parlementaire original et contesté ?

Michel Debré conduit la rédaction de cette constitution avec les conseillers de DG,

- C'est un régime parlementaire car :

- Le Parlement (Assemblée Nationale + Sénat) = vote des lois, du budget,
- Le gvt est responsable devant le Parlement qui peut le renverser par une motion de censure.

MAIS... De grandes différences avec la IV^{ème} République :

- L'exécutif est nettement renforcé :

- le gouvernement n'est plus investi par l'Assemblée nationale mais nommé par le président de la république (en respectant la majorité parlementaire).
- Ce gouvernement peut gouverner par ordonnances (mesures qui relèvent d'une loi avec l'accord du Parlement).
- Le président de la République est le chef de l'exécutif. Il est élu pour 7 ans au SUI et dispose de nombreux pouvoirs :
 - . rappel : nomination du premier ministre,
 - . préside le conseil des ministres,
 - . conduit la politique nationale,
 - . nomme les hauts fonctionnaires, les dirigeants des entreprises publiques,
 - . chef des armées,
 - . Promulge les lois, a le droit de grâce,
 - . peut dissoudre l'Assemblée nationale et utiliser le référendum pour « court-circuiter » le parlement,

= Régime semi-présidentiel avec un gouvernement responsable devant le Parlement mais aussi un président qui dispose de larges pouvoirs.

⇒ En 1962, après l'attentat du Petit-Clamart, DG obtient l'élection du Président de la République par référendum au SUD = renforce la présidentialisation du pouvoir,

- Le législatif est affaibli :

Les députés élus au scrutin majoritaire à deux tours :

- renforce le pouvoir des grands partis, le bipartisme (recomposition d'une gauche autour du PS au début des années 70 et d'une droite autour du parti gaulliste UNR),

L'article 49-3 : l'ordre du jour à l'assemblée nationale est fixé par le gouvernement et il peut même faire adopter un texte de loi sans vote =

IV.2. Une pratique monarchique du pouvoir

- **De Gaulle veut tisser des liens étroits avec la Nation**

= monarchie républicaine = pratique du pouvoir « au-dessus des partis » DG est le président « du peuple », multipliant les bains de foule, l'utilisation des médias (30 allocutions télévisées, conf. De presse), les voyages, organisant les référendums (notamment celui de 1962).

- **La politique étrangère est son domaine réservé** : veut maintenir la « grandeur de la France »

Par sa politique coloniale, une certaine indépendance vis-à-vis des Blocs, initiateur de la force de frappe nucléaire

⇒ Nombreuses critiques sur la personnalisation du pouvoir.

= Le monarque républicain ou Cf Mitterrand : « *le coup d'état permanent* ».

Conclusion pour cette partie :

Une constitution acceptée par les Français, marquée par la conception du gal De Gaulle.

→ Un régime politique stable : 54 ans !!!

Mais qui soulève également de vives critiques autour de la personnalisation du pouvoir et focalise la vie politique sur l'élection présidentielle.